Note d’information sur la situation économique nationale

Deuxième Trimestre 2018

### L’arrêté des comptes nationaux fait ressortir une croissance économique nationale, se situant à 2,4% au deuxième trimestre 2018 au lieu de 4,5% durant la même période de l’année 2017. Cette croissance a été tirée par la consommation finale des ménages dans le contexte d’une légère hausse du niveau général des prix et d’une stabilité du besoin de financement de l’économie nationale.

### Croissance économique en ralentissement

**Le secteur** **primaire** a affiché un net ralentissement de son rythme de croissance, passant de 15,6% au deuxième trimestre de l’année 2017 à 1,7% durant la même période de l’année 2018. Cette évolution est le résultat de la hausse de 3% de la valeur ajoutée de l’activité agricole au lieu de 18,1% une année auparavant et de la baisse de celle de la pêche de 13,3% au lieu de 9,5%.

De son côté, **la valeur ajoutée du secteur secondaire,** en volume**,** a réalisé un ralentissement de son taux d’accroissement passant de 3,8% au deuxième trimestre de l’année 2017 à 2% le même trimestre de l’année 2018.

Ceci résulte de l’accroissement des valeurs ajoutées :

* de l’électricité et eau de 3,1% au lieu de 5,4%;
* des industries de transformation de 2,7% au lieu de 2,5%;
* du bâtiment et travaux publics de 0,9% au lieu d’une baisse de 0,6%

et de la baisse de celle de l’industrie d’extraction de 1,1% au lieu d’une hausse de 26,1% ;

**La valeur ajoutée du secteur tertiaire** a affiché une quasi-stagnation de son rythme de croissance, avec une hausse de 2,9% au lieu de 2,8% le même trimestre de l’année 2017, les activités des services ayant enregistré des rythmes d’accroissement en amélioration englobant:

* les transports, avec 5% au lieu de 3,3% ;
* le commerce, avec 4,2% au lieu de 2,9%;
* les services rendus par l’Administration Publique générale et la sécurité sociale, avec 3,1% au lieu de 2,8%;
* les postes et télécommunications, avec 2,5% au lieu de 0,7%.
* et les services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale, avec 0,2% au lieu d’une baisse de 2,8%.

celles ayant connu des ralentissements concernant:

* les hôtels et restaurants, avec 6,1% au lieu de 13,5%;
* les services rendus aux ménages et aux entreprises, avec 2,8% au lieu de 3,9% ;
* et les services financiers et assurances, avec 2 % au lieu de 5,3%.

Au total, la **valeur ajoutée des activités non agricoles** a connu, ainsi, un ralentissement de son rythme de croissance à 2,4% durant le deuxième trimestre de l’année 2018 au lieu de 3% en 2017.

Dans ces conditions, et tenant compte de l’accroissement de 1,5% des impôts sur les produits nets des subventions au lieu de 2%, **le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume** s’est accru de 2,4% durant le deuxième trimestre 2018 au lieu de 4,5% la même période de l’année précédente.

**Hausse de l’inflation à un niveau encore relativement maitrisé**

Aux prix courants, le PIB a connu une augmentation de 4,2% durant le deuxième trimestre de 2018. De ce fait, la hausse du niveau général des prix a été de 1,8% au lieu de 0,7% une année auparavant.

**Ralentissement de la demande intérieure**

La demande intérieure a affiché un taux d’accroissement de 2% durant le deuxième trimestre de l’année 2018 au lieu de 3,5% durant la même période de l’année précédente, contribuant ainsi pour 2,1 points à la croissance économique nationale en 2018 au lieu de 3,9 points une année auparavant.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont connu un ralentissement du taux d’accroissement passant de 4,6% au deuxième trimestre de l’année précédente à 3,3% durant la même période de l’année 2018, avec une contribution à la croissance passant de 2,6 points à 1,9 points.

Avec une augmentation de 1% au lieu de 1,6%, la consommation finale des administrations publiques a emprunté la même tendance, contribuant à la croissance pour 0,2 point en 2018 au lieu de 0,3 point une année auparavant.

C’est l’investissement brut (formation brute de capital fixe et variation de stocks) qui a affiché le ralentissement le plus notable de son rythme de croissance, passant de 2,8% au deuxième trimestre de l’année 2017 à 0,1% durant le même trimestre de l’année 2018, avec une contribution à la croissance nulle au lieu de 0,9 point, durant le même trimestre de l’année précédente.

**Contribution positive des échanges extérieurs**

Les échanges extérieurs de biens et services ont continué à dégager une contribution positive à la croissance, se situant à 0,3 point au lieu de 0,6 point le même trimestre de l’année précédente. Les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 6,7% durant le deuxième trimestre 2018 au lieu de 8,6%, avec une contribution à la croissance de 2,5 points au lieu de 3 points. Les importations, de leur côté, ont connu un accroissement de 4,9% au lieu de 5,3%, avec une contribution négative de (-2,2) points au lieu de (-2,4) points une année passée.

Stabilité du besoin de financement de l’économie

Avec une augmentation de 5% des revenus nets reçus du reste du monde au lieu d’une baisse de 31,8% durant le deuxième trimestre 2017, le revenu national brut disponible a progressé de 4,3% au deuxième trimestre 2018 au lieu de 3,1% l’année précédente.

Compte tenu de l’accroissement de 5,3% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 4,6% enregistré une année auparavant, l’épargne nationale s’est située à 26,8% du PIB au lieu de 27,5%.

L’investissement brut a représenté 32,2% du PIB au lieu de 32,9% durant le même trimestre de l’année précédente. Le besoin de financement de l’économie nationale a connu ainsi une stabilité se situant à 5,4% du PIB par rapport au deuxième trimestre de l’année 2017.

**En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du deuxième trimestre 2018 :**

 